



Banalisation des cours au lycée : "Nous refusons de mettre en place une annonce totalement improvisée" (SNPDEN-UNSA)

© [Dépêche AEF 758080 du 07 octobre 2026](#) | *Par Antonin Gouze*

**Diffusion de cette dépêche avec l'aimable autorisation
d'AEF Info avec qui le SNPDEN a un partenariat.**

"Banaliser des cours pour échanger avec les élèves, sur simple annonce du Premier ministre, est irréalisable : aux personnels de direction de définir l'accueil et le cadre des échanges", écrit le SNPDEN-Unsa, premier syndicat des personnels de direction, dans un communiqué du 7 octobre 2026. Le syndicat refuse de "mettre en place une annonce totalement improvisée et ambiguë qui met les établissements et tous les collègues en très grande difficulté".

le contexte actuel de mobilisation lycéenne, le gouvernement demande "dans les établissements les plus touchés", une reprise progressive des cours, en commençant par les classes de terminale. "La première demi-journée pourra être banalisée, en adaptant son organisation aux configurations et aux contraintes locales, notamment en matière de transport scolaire ou d'internat. Par ailleurs, ces dispositions peuvent s'appliquer aussi aux établissements dont les cours n'ont pas été suspendus", indique le MEN dans une lettre aux recteurs du 6 octobre 2026. Comme annoncé par le ministre lundi, puis confirmé mardi par le Premier ministre, l'organisation de la reprise pourra "s'appuyer sur deux temps successifs : un premier destiné aux équipes de direction et aux personnels, afin de leur permettre de se retrouver, de partager les informations utiles et de préparer collectivement les conditions de reprise ; un second consacré à l'accueil et à l'échange avec les élèves sous la conduite de l'équipe pédagogique et éducative".

"Nous refusons de mettre en place une annonce improvisée"

"La situation est intolérable et ce n'est tout simplement pas possible !", estime le SNPDEN-Unsa dans un communiqué le 7 octobre, qui considère que "la banalisation de cours au profit d'échange avec les élèves est irréalisable et irresponsable". Le syndicat refuse de "mettre en place une annonce totalement improvisée et ambiguë qui met les établissements et tous les collègues en très grande difficulté". Et considère que les personnels de direction sont "les plus à même de définir, dans [leurs] établissements, les conditions d'accueil des élèves (reprise partielle des enseignements, passage des cours en distanciel) et le cadre des échanges avec eux".

"Il faudra autre chose que des temps de concertation" (Nicolas Bonnet)

"On ne va pas organiser ces temps de démocratie interne ni aujourd'hui ni demain ni après-demain, on le fera quand les conditions seront réunies", confirme sur France info Nicolas Bonnet, secrétaire national SNPDEN-UNSA le 7 octobre. Il souligne que "personne n'a été averti [de cette décision], alors que dans l'Éducation nationale, il faut de la concertation" et estime que "pour sortir de cette crise, il faudra autre chose qu'annoncer des temps de concertation". Pour lui, "le président de la République doit s'emparer de la situation, recevoir et écouter les jeunes" et "demander à son gouvernement de débloquer des moyens pour avoir un professeur devant tous les élèves au retour des vacances de la Toussaint". Il indique en effet que depuis la rentrée "des contractuels n'ont pas été reconduits alors qu'ils pourraient être devant des classes". En ce sens, le gouvernement a d'ailleurs promis, d'apporter une réponse d'ici le 16 octobre aux lycées qui ont des difficultés pour remplacer des professeurs absents. Nicolas Bonnet considère aussi qu'une réforme de Parcoursup serait nécessaire, car cette plateforme et le contrôle continu au bac, "c'est ce qui stresse les élèves".

Testez AEF

**TOUTE REPRODUCTION OU TRANSMISSION DE CETTE DEPECHE EST STRICTEMENT INTERDITE,
SAUF ACCORD FORMEL D'AEF INFO.**